

En retard d'une guerre :

Nouvelle définition de l'antisémitisme?

Michel Decker

Heureusement qu'il existe des lois contre le racisme. L'antisémitisme est un racisme qui est couvert par ces lois, tout comme l'islamophobie, la discrimination vis-à-vis des Sinti et Roma ou celle des gens de couleur. Il va donc de soi que l'antisémitisme doit être puni comme les autres racismes. A moins que l'antisémitisme ne soit considéré comme un racisme à part. Mais penser cela ne relèverait-il pas d'un certain racisme? Une telle distinction ne devrait pas avoir lieu dans le cadre de la grande famille des nations où chacun doit être traité sur un pied d'égalité.

Famille des nations

Il faut malheureusement constater qu'il y a des membres de la grande famille des nations qui réclament pour eux des règles particulières. Comme preuve, l'allocution du représentant de l'Etat d'Israël au Conseil de Sécurité de l'ONU le 23 décembre 2016. Le Conseil de Sécurité venait de condamner, par la résolution 2334, la politique d'oppression des Israéliens vis-à-vis des Palestiniens moyennant la construction ininterrompue de colonies juives sur territoire palestinien, y compris à Jérusalem-Est. La résolution fut adoptée par un score de 14-0, car pour une fois, les USA, grand soutien d'Israël en toute circonstance, n'ont pas appliqué leur veto habituel, mais se sont abstenus. Un dernier geste du président Obama sortant, manifestement libéré des pressions qui s'exercent sur un président américain en fonction. Le représentant d'Israël à l'ONU, un M. Danny Danon, a fulminé et a expliqué au monde entier à quel point ce monde avait tort de condamner la politique de colonisation des Israéliens. Et pour prouver qu'il ne pouvait pas se tromper, lui, le représentant d'Israël à l'ONU, il a brandi un exemplaire, oui, de la bible.



Et il a proclamé que ce livre contient 3000 ans d'histoire juive en Israël et que personne ne pouvait changer ces faits. Même pas par un vote unanime aux Nations Unies (1). Donc, l'Ancien Testament comme vision du monde moderne, comme ligne de conduite géopolitique au Proche et Moyen Orient! Il est bon de savoir que la bible offre en

cadeau au peuple juif la terre entre les deux grands fleuves, à savoir le Nil et l'Euphrate. Cela promet! Si vous pensez maintenant que cette révélation de pensée pour le moins bizarre, sinon raciste, ait fait la risée de nos médias, vous vous trompez. Il paraît que cette

vision du monde ainsi que sa mise en œuvre brutale soient acceptables. La grande question qui se pose alors est: si cette géopolitique israélienne, basée sur la bible, ne fait pas la risée du monde, peut-elle au moins être critiquée? Ou bien une telle critique serait-elle un acte d'antisémitisme?

Crimes

Si déjà le Conseil de Sécurité déclare inacceptable la colonisation israélienne, quoi de plus normal alors que les victimes, c. à d. les Palestiniens, protestent. Comme l'ont fait au printemps 2018 les habitants de Gaza, victimes d'un blocus tout aussi illégal et inhumain de la part d'Israël. Mal leur en a pris. Car l'armée israélienne, une des plus performantes du monde, a mis en joue les manifestants non armés, distants de dizaines de mètres, séparés par une clôture infranchissable, et les a tirés comme des pigeons. Résultat du massacre en 2018: au moins 110 Palestiniens tués entre le 30 mars et le 15 mai et 13 000 Palestiniens blessés, pour la plupart gravement. Cette barbarie a été condamnée le 13 juin 2018 par une résolution de l'assemblée générale de l'ONU ainsi que par de nombreuses organisations internationales, comme Amnesty. A titre de comparaison, l'armée israélienne, lors de ce massacre en 2018 à Gaza, a fait plus de victimes que les pogroms anti-juifs de Chisinau/Moldavie en 1903 et 1905 réunis, pogroms qui sont entrés dans l'histoire.

Comme il y a quand même des critiques de la politique de l'Etat d'Israël, cet Etat a cherché depuis longtemps un moyen pour se mettre à l'abri. Et il croit l'avoir trouvé avec la nouvelle définition de l'antisémitisme, proposée par la IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance) dont ce n'était pas la mission. Selon M. Netanyahou, tout le monde devrait adopter cette définition afin de bannir définitivement toute critique. Voici ce que dit cette définition: *„L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs, qui peut s'exprimer par la haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme sont dirigées contre des personnes juives ou non juives et/ou leur propriété, contre les institutions de la communauté juive ou les lieux religieux.“* Il ne faut pas être juriste pour comprendre qu'une définition aussi vague, partant d'une perception, se manifestant vis-à-vis de personnes juives ou non juives, donc tout le monde, et/ou leur propriété, n'est pas utilisable dans un Etat de droit qui mérite ce nom. Mais l'objectif de l'opération consiste à glisser en annexe à la définition IHRA de l'antisionisme une série d'exemples concrets, parmi lesquels une critique de l'Etat d'Israël. Et ainsi, le tour serait joué... si les pays se laissaient manipuler de manière aussi grossière. Ecoutons encore Vidal et Heilbronn: *„Ce qui intéresse le gouvernement israélien et nombre de ses soutiens n'est pas le combat tout à fait justifié contre l'antisémitisme, comme le prouve le flirt de Netanyahou avec des forces d'extrême*

droite en Europe. Il s'agit avant tout de dévoyer ce combat pour discréditer la solidarité avec les Palestiniens, comme le prouve le débat sur la définition de l'antisémitisme.“

Victimes

Nous répétons qu'il faut combattre par la loi tous les racismes, parce qu'ils sont criminels. Il faut donc de même combattre l'antisémitisme. Et à voir certains médias, on pourrait croire que le monde ait pris à nouveau comme ciblé les Juifs. Or, qu'en est-il en réalité? A l'échelle mondiale, des rapports indépendants nous apprennent que, de la fin de la Seconde guerre mondiale à nos jours, les USA seraient responsables de plus de 20 millions de morts, entre la Corée, le Vietnam, Cambodge, Laos, l'Amérique Latine, le Proche et Moyen Orient et l'Afrique. Il n'y a pas eu tellement de citoyens juifs parmi ces victimes, heureusement. Et les morts de ces dernières années étaient surtout musulmans, des millions. De nos jours, parmi les pauvres hères qui se noient régulièrement dans la Méditerranée, la Mare Nostrum, à la recherche d'une vie humaine, il n'y a pas beaucoup de Juifs non plus, heureusement pour eux. Dans la vie civile dans nos pays, que ce soit la France ou l'Allemagne, quand vous êtes à la recherche d'un logement ou d'un travail, mieux vaut ne pas porter un nom à consonance musulmane. Vos chances de trouver l'un ou l'autre seraient drôlement amoindries, comme le montrent des études sociologiques. C'est aussi cela le racisme, que nous avons malheureusement tendance à accepter. Et qu'en est-il de la prose islamophobe qui peut se répandre dans des publications, sur les réseaux sociaux et à la télé? A tel point que nous ne le remarquons même plus. C'est le pouvoir des mots qui nous domine, tel qu'il a été exposé jadis par Victor Klemperer dans son fameux travail sur la Langue du IIIe Reich.

Antisionisme

Oui, il faut combattre l'antisémitisme comme tous les racismes. Mais il ne faut pas confondre antisémitisme avec antisionisme. Comme l'a fait le si brillant, le si cultivé président français, Emmanuel Macron, lorsqu'il a reçu, en juillet 2017, le chef du gouvernement israélien d'extrême droite, Netanyahu. „*Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme.*“ a dit Macron, commettant du coup une erreur historique et une faute politique (2). Une erreur historique, parce que beaucoup de Juifs sont antisionistes et considèrent que leur place n'est pas en Israël. Le sionisme est, n'en déplaise à certains, une idéologie colonialiste et raciste. Elle n'a rien à voir avec l'humanisme de la philosophie juive. Et Macron a commis une faute politique, parce qu'il encourage ainsi la politique d'extrême droite en Israël qui est en contradiction flagrante avec le droit international. En plus, il conforte ainsi la tentative de criminalisation du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions). Faut-il rappeler que l'UE, par la voix de Madame Mogherini, a affirmé clairement que le BDS fait partie des libertés fondamentales des citoyens de l'UE. Et comment s'opposer autrement, sans violence, à un Etat d'apartheid, ce qu'Israël est devenu officiellement depuis l'adoption, en juillet 2018, de la loi sur *Israël, Etat-nation du peuple juif*? Car tout comme un carré ne peut pas être un cercle, un Etat ne peut pas être juif **et** démocratique en même temps. Il faut savoir ce que l'on veut. Et on ne peut avoir les deux en même temps! Même en se référant à la bible! Si Israël se déclare allergique au principe du boycott, auquel le mouvement BDS

appelle jusqu'à ce que le droit international soit respecté, il suffit de lui rappeler que tous les ans, le si fier Etat d'Israël vote à l'ONU en faveur du boycott de Cuba, avec comme seule justification de faire plaisir à son grand protecteur, les USA. Avec eux, il y a encore les îles Palaos, parfois, qui votent pour ce boycott. Le reste du monde vote contre le boycott de Cuba, et cela depuis des décennies. Mais il est parfois difficile de voir clair quand on est trop immergé dans ses écritures saintes dans lesquelles, évidemment, on a le beau rôle. Et pour terminer, une réflexion sur l'Allemagne qui est à l'origine du judéocide de la période nazie, honte de l'humanité. L'Allemagne a retenu de son histoire qu'il ne faut plus jamais faire de mal à un Juif; très bien, mais les autres? En Allemagne, on met le feu à des centaines de foyers pour réfugiés; on tue des immigrants turcs et grecs sans que les meurtres ne soient éclaircis, à cause d'implications fortes des propres services secrets. On vend des armes aux Saoudiens qui les utilisent pour massacrer des milliers de Yéménites, et l'armée allemande continue à défendre l'Allemagne en Afghanistan. Ah oui, et l'Allemagne met en place des observatoires de l'antisémitisme!

(1) www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/222203

(2) Dominique Vidal: Antisionisme = Antisémitisme? Réponse à E. Macron, 2018